

Entretien

Pourquoi la Poste évolue

Par : Florence Maître Durée : 2,58
janvier 2009

Des manifestations sont régulièrement organisées pour la défense de la Poste et des services publics. Les syndicats et des partis de gauche ont fait signer des pétitions contre la privatisation. Patrick Braillon, directeur d'établissement courrier en Charente-Maritime nous explique pourquoi, selon lui, son entreprise doit évoluer.

-Ce qui change aujourd'hui dans l'activité courrier, c'est qu'on est passé d'un marché qu'on appelait 'mature' à un marché en déclin tout simplement parce qu'il y a de moins en moins de courrier. Vous prenez, par exemple, **la Carte vitale**¹. La Carte vitale a supprimé quelques millions de feuilles d'assurance maladie. Internet remplace également le courrier, donc nous sommes sur un marché en déclin. C'est une préoccupation. Il faut que nous nous adaptions. Par contre, il y a toujours un bon côté des choses à regarder, c'est que l'activité Internet génère des envois de colis. Donc, ce que nous perdons d'un côté, nous en récupérons une partie de l'autre.

-Quand on a vu récemment des manifestations pour défendre les services publics et notamment la Poste, on a vu des syndicats qui disent: «l'État se désengage», etc. Voilà. Qu'est-ce qu'on répond à ce qui est dit dans ces manifestations ?

-Écoutez. On a beaucoup parlé de la privatisation de la Poste. Ce qu'a souhaité notre président, c'est en aucun cas une privatisation, c'est une ouverture de capital, donc la différence déjà est fondamentale. L'État restera majoritaire et la Constitution préserve la Poste de cela puisque pour que l'État se désengage et ne soit plus actionnaire majoritaire, il faudrait qu'il y ait modification de la Constitution. Après, c'est du ressort du politique et non de l'entreprise. Ce que souhaite le président de la Poste, c'est d'avoir une manne financière tout simplement pour continuer, pour permettre à la Poste de se moderniser. Vous voyez ici que nous sommes dans des locaux

Demonstrations are regularly organised to defend the Post Office and its public services. The unions and groups from the left have had petitions signed against privatisation. Patrick Braillon, Director of Mail Services in Charente-Maritime explains to us why, in his opinion, his business must change.

-What's changing today with mail activity is that...we have passed from a market which we used to call 'mature' to a market in decline, quite simply because there is less and less mail. Take, for example, the Carte Vitale. The Carte Vitale has done away with a few million medical insurance forms. The Internet has also replaced mail, so we're in a declining market, and that's a worry. We must adapt. On the other hand, there's always a positive side to consider, and that's that Internet activity is generating parcel deliveries. So, what we're losing on one side, we're picking up to some extent on the other.

-When we saw recently demonstrations to defend public services and, in particular, the Post Office, we saw unions saying: "The government is withdrawing", etc. So then. What response is being given to what is being said in these demonstrations?

-Listen. We've talked a lot about privatising the Post Office. What our president wished for was in no way a privatisation, it's an opening up to capital. So there's already a fundamental difference. The government will remain a majority, and the constitution will protect the Post Office from this, since in order for the government to withdraw and no longer be a majority shareholder, the constitution would have to be modified. Then, it would be by political legislation and not by an initiative from the business. What the president of the Post Office hopes for, quite simply, is financial "manna" to be able to continue on, to allow the Post Office to modernize. As you can see, we're in buildings

relativement vétustes qui, pour une activité comme le courrier qui est une activité industrielle, ne sont plus adaptés. Nous avons besoin de construire de nouveaux bâtiments; qui plus est, cela pose d'autres problèmes puisque nous faisons venir des poids lourds et nous sommes au cœur de la ville, donc en termes de sécurité routière, ce n'est pas non plus très très bon. Donc nous avons besoin d'argent frais, comme toute entreprise et c'est en ce sens que notre président a souhaité une ouverture de capital; et, à mon sens, c'est un moyen de pérenniser l'entreprise. Je crois qu'aujourd'hui, il ne faut pas attendre tout de l'État et que le fait d'avoir une ouverture de capital, au contraire, je pense que c'est une sauvegarde de l'entreprise.

which are relatively outdated, and which, for a business such as mail delivery, a vast business, are no longer functional. We need to build new buildings. What's more is that this poses other problems, since we call on heavy goods vehicles and we're in the heart of the city, so in terms of road safety, it's not very good either. So, we need an injection of capital, like any business, and it's because of this that our president wanted to open up to new capital. In my opinion, it's a way of securing the future of the business. I think that in today's world, we mustn't wait for the government to do everything, and the idea of acquiring capital, on the contrary, I think it will protect our business.

1. la Carte vitale - Une carte à puce qui permet de se faire rembourser les consultations médicales et les médicaments directement par l'assurance Maladie, sans envoi de courrier.